Élections fédérales 2007 : les élections au Parlement sont aussi celles du Conseil fédéral

Autor(en): **Lenzin, René**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **34 (2007)**

Heft 4

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-912926

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Candidats de l'étranger. Jamais auparavant autant de votants suisses établis à l'étranger ne s'étaient portés candidats au Conseil national. Parmi eux, on compte aussi quatre membres reconnus du Conseil des Suisses de l'étranger.

Peter Simon Kaul, né en 1956, commercial indépendant à Dresde, se porte candidat pour l'UDC dans le canton de Zurich. Il est marié et père de quatre enfants. Voici les raisons qui l'ont incité à poser sa candidature: «Ma candidature aidera à mieux faire connaître les demandes des Suisses de l'étranger au sein des partis et parmi la population suisse, à encourager et à renforcer la compréhension les uns pour les autres. Il convient de construire des ponts, d'aller les uns vers les autres. D'échanger nos expériences et de voir comment nous pouvons utiliser au mieux les compétences acquises à l'étranger pour notre patrie commune qu'est la Suisse. En tant qu'État indépendant, autonome et souverain dans un monde toujours plus global, la Suisse fait face à de grands défis. Mieux que quiconque, nous pouvons mettre les expériences et connaissances que nous avons acquises à l'étranger à la disposition de la Suisse. Un siège attribué à un Suisse de l'étranger au Conseil national serait donc très utile à cet égard ; nous aurions la possibilité d'avoir un accès direct aux organes décisionnels politiques de la Suisse et d'informer les parlementaires de première main. Cette perspective est pour moi la principale motivation qui me pousse à me porter candidat au Conseil national dans mon canton d'origine, Zurich.»

Edgar Studer, né en 1940, marié et père de trois enfants, vit depuis 1997 à Finchampstead, Angleterre. Auparavant, il a entre autre été responsable de l'Office des assurances sociales à Schaffhouse, où il se porte candidat pour l'UDC. Ancien membre du Conseil des habitants de Neuhausen am Rheinfall, il justifie sa candidature comme suit: «Au Conseil des Suisses de l'étranger, je remarque encore et toujours que les politiciens s'adressent à nous avec de belles paroles et soulignent la valeur que nous avons pour la réputation de la Suisse à l'étranger. Le quotidien politique est malheureusement tout autre. Ainsi, par exemple, pour les Suisses de l'étranger dans l'espace UE, l'AVS facultative a été rayée avec des arguments douteux, sans être remplacée. Des consulats ont été et sont encore fermés sans être remplacés, ce qui limite et affaiblit la présence de la Suisse à l'étranger. Cette manière d'agir est destructrice pour toutes les entreprises suisses actives à travers le monde. En outre, nous, Suisses de l'étranger, ne pouvons rester indifférents à ce qui se passe sur la scène politique dans notre ancien pays. Nous, Suisses de l'étranger, ne pouvons-nous pas justement reconnaître et comprendre plus clairement les développements et les liens grâce à notre recul? Nous, Suisses de l'étranger, voulons contribuer à maintenir la liberté et la démocratie en Suisse. C'est de cela que je réponds.»

Rolf Schudel, né en 1943, divorcé et père d'une fille, est chef d'entreprise indépendant en Afrique du Sud et président de l'UDC International. L'une des principales revendication de Rolf Schudel concerne la réputation de la Suisse à l'étranger. En tant que conseiller national, ce bâlois de naissance souhaite s'engager pour une politique extérieure sûre d'elle et pour le maintien du secret bancaire. Rolf Schudel est conscient qu'en raison du mode de scrutin, il est très difficile pour un Suisse de l'étranger d'être élu au Conseil national. C'est pourquoi il souhaiterait une réforme des arrondissements électoraux, qui permettrait à la Cinquième Suisse d'avoir elle aussi son propre arrondissement et de supprimer ainsi le désavantage actuel.

Comme nous l'avons appris peu avant la clôture de la rédaction, un nouveau membre du Conseil des Suisses de l'étranger s'est porté candidat en la personne du genevois d'origine Ron Favarger. Celui-ci vit au Canada où il est chef d'entreprise indépendant et se porte candidat pour l'UDC du canton de Genève.

Avant l'impression de cette édition de la « Revue Suisse », l'UDC a fait savoir qu'elle fera campagne dans les cantons de Schaffhouse, Genève et Zurich avec à chaque fois une liste de Suisses de l'étranger.

Se portent candidat pour l'UDC: Zurich: Peter Simon Kaul (51), commercial, Radebeul, Allemagne / Inge Schütz (57), responsable du département du commerce de l'ambassade suisse à Stockholm, Suède / Mario Valli (61), General Manager, Edenvale, Afrique du Sud / Hans Peter Bieri (42), responsable du service des visas à l'ambassade suisse du Caire, Downtown Cairo, Égypte / Walter Müller (62), chef d'entreprise, Greenpoint Capetown, Afrique du Sud / Ueli Maurer jn. (29), Business Manager, Borgen, Norvège / Karl Bachmann (54), secouriste, Tranva, Croatie / Yvonne Oehsner (44), propriétaire d'un restaurant, Whitehorse Y.T., Canada / Hubert Brumann (55), chef d'entreprise dans le domaine informatique, East London, Afrique du Sud / Markus Stöckli (38), agent de vente pour la Bolivie, le Chili et le Pérou, Quito, Équateur / Dr. Nicolas Szita (37), professeur d'université, Londres, Grande-Bretagne / Heinz Moll (56), journaliste, Prague, République tchèque / Norbert Ehrbar (47), expert en gastronomie, Ho Chi Minh City, Vietnam.

Schaffhouse: Rolf B. Schudel (63), chef d'entreprise, président de l'UDC International, Vico Morcote, Suisse (sinon domicilié en Afrique du Sud) / Edgar Studer (67), secrétaire médical à la retraite, Berks, Grande-Bretagne.

Genève: Ron Favarger (71), chef d'entreprise, Toronto, Canada / Dominique Miglio (41), propriétaire d'un hôtel, Bangkok, Thaïlande / Pierre Goldschmid (74), chef d'entreprise à la retraite, Brunoy, France.

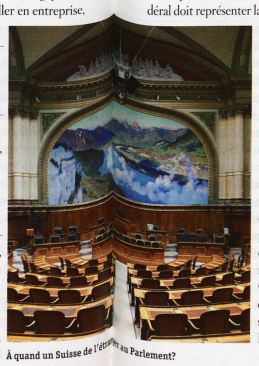
À Zurich, le PRD International se présente également avec sa propre liste.

Se portent candidats pour le PRD International: Helen Freiermuth (49), formatrice, Gainesville, USA (au Canada dès l'été) / Gil Schneider (49), chef d'entreprise, Singapour / Hansueli Meili (45), conseiller en entreprise, Yoyakarta, Indonésie / Urs Wäfler (28), ingénieur logiciel, Inde (en Suisse dès l'été).

Se porte candidat pour le PDC de Berne: Felix W. Niederhauser (57), responsable des exportations, Rotterdam, Hollande.

Se porte candidat pour Les Verts de Fribourg: Raphaël Thiémard (38), responsable de la communication ECOLO, formateur ETOPIA, Neufchâteau, Belgique.

Vous trouverez les listes actualisées des candidats suisses de l'étranger pour les élections fédérales sur www.aso.ch



À quand un Suisse de l'étranger au Parlement?

Les élections au Parlement sont aussi celles du Conseil fédéral. Un système à deux chambres selon le modèle américain et un gouvernement dans lequel les principaux partis sont représentés équitablement. Telles sont les principales caractéristiques du système politique de la Suisse. Certes, le peuple n'élit pas directement les membres du gouvernement, mais il décide de la composition du Conseil fédéral par les partis politiques. Par René Lenzin

Le système politique de la Suisse se distingue par sa stabilité. Depuis l'introduction du système électoral proportionnel en 1919, les quatre partis aujourd'hui au gouvernement – les démocrates-chrétiens, les radicaux-libéraux, les socialistes et l'Union démocratique du centre – ont presque toujours atteint ensemble une part d'électorat de 80 pour cent et plus. Toutefois, au cours des 16 dernières années, un report marqué a eu lieu au sein des partis du Conseil fédéral: entre 1991 et 2003, l'UDC a plus que doublé sa part électorale et est passée du rang de partenaire junior à celui de parti le plus fort. Pendant la même période, le PDC et le PRD ont constamment perdu, tandis que le PS a pu légèrement grossir et est à nouveau parvenu au niveau qu'il avait dans les années septante.

Les victoires électorales de l'UDC ont fait sauter la formule magique qui s'appliquait depuis les années cinquante. L'UDC a soufflé un siège au PDC au Conseil fédéral. Au lieu de 2 sièges au PDC, 2 au PRD, 2 au PS et 1 à l'UDC, la composition est, depuis 2003, 1 siège au PDC, 2 au PRD, 2 au PS et 2 à l'UDC. Selon l'idée qui sous-tend la formule, le Conseil fédéral doit représenter la force des partis. Mais pour cela, la part électorale n'entre pas seule en ligne de compte: le nombre de sièges à l'Assemblée fédérale joue également un rôle. Comme le PDC et le PRD ont traditionnellement plus de sièges au Conseil des États que le nombre correspondant à leur part électorale dans les élections du Conseil national, ils conservent malgré des pertes constantes un poids surproportionnel au Parlement.

Peu de règles pour l'élection

Contrairement aux cantons, les membres du gouvernement national ne sont pas élus par le peuple, mais par le Parlement. Comme le renouvellement intégral du Conseil fédéral a lieu pendant la première session qui suit les élections du Conseil national, ces dernières sont également un plébiscite indirect sur la composition du gouvernement. Avec la polarisation grandissante et la personnalisation de la politique, cette fonction des élections législatives a même encore augmenté. Les élections au Parlement sont également celles du Conseil fédéral, pourrait-on dire en exagérant un peu.

La formule pour la composition du gouvernement n'est fixée par aucun arrêté. Au fond, l'Assemblée fédérale serait libre d'élire également des représentants d'autres partis ou sans parti. Seules certaines conditions-cadres sont fixées: ainsi, la Constitution dit que «les diverses régions et les communautés linguistiques doivent être équitablement représentées au Conseil fédéral». Pour le moment, cinq Suisses allemands et deux romands siègent au gouvernement, mais aucun représentant de la Suisse italienne. Avec Christoph Blocher et Moritz Leuenberger, deux conseillers fédéraux proviennent pour la première fois du même canton (Zurich) après que la clause d'interdiction correspondante a été abrogée lors de la révision de la Constitution.

La loi règle la manière dont se déroulent les élections du Conseil fédéral: «Les sièges sont pourvus un par un, par ordre d'ancienneté des titulaires précédents. Les sièges auxquels sont candidats les membres sortants du Conseil fédéral sont pourvus en premier.» Ce scrutin uninominal est toujours plus critiqué, car il peut entraîner des accords entre les différents groupes et mener à des revanches correspondantes des autres. L'alternative proposée consiste en un scrutin de liste qui devrait permettre à l'Assemblée fédérale de déterminer d'une fois les sept conseillers fédéraux. Jusqu'ici, aucune majorité ne s'est encore manifestée en faveur d'une modification du système électoral. Le vote populaire du Conseil fédéral revient lui aussi régulièrement sur le tapis. L'UDC, surtout, a convoité secrètement une initiative populaire correspondante alors que, malgré sa victoire aux élections, elle n'avait pas obtenu de second siège au Conseil fédéral. Depuis les figures libres de Christoph Blocher, ce problème s'est toutefois réglé pour l'UDC. La plus grande difficulté dans un vote populaire serait de garantir la représentation équitable des régions et des communautés linguistiques.

Conseil des États – Protection ou privilège?

Les élections du Conseil national ont lieu le même jour dans toute la Suisse, avec les 26 cantons comme circonspections électorales. Les sièges sont répartis entre les cantons selon leur population. La plupart des conseillères et des conseillers nationaux représentent les cantons de Zurich (34), Berne (26) et Vaud (18), les moins nombreux proviennent des deux cantons d'Appenzell, Glaris, Nidwald, Obwald et Uri (1 chacun). Les élections du Conseil des États sont quant à elles réglées selon des dispositions cantonales. Dans la plupart des cantons, elles ont lieu le même jour que les élections du Conseil national. Une exception est constituée par les cantons de Zoug ou d'Appenzell Rhodes-Intérieures, qui choisit son conseiller national non via les urnes, mais via la landsgemeinde. Les deux chambres de l'Assemblée fédérale sont égales en droit. Cela signifie que les arrêts ne peuvent entrer en vigueur que lorsqu'ils ont été adoptés par les deux conseils.

Publicité

Rente ~~oder~~ *und* Kapital

Der Anlageplan **RentenTIP®** erhält Ihr Kapital und sichert Ihnen ein regelmässiges Einkommen in Form einer Rente in der Höhe von 6,5% pro Jahr Ihres investierten Kapitals*. Verlangen Sie unsere Unterlagen oder ein persönliches Gespräch.

Wir freuen uns auf Ihren Anruf.

*Beispiel: Eine Einlage von €250'000.- ergibt Auszahlungen von €16'250 pro Jahr.

ProTIP Financial Products AG
Hauptstrasse 36A
CH-8546 Islikon

Telefon +41 052 369 05 65
Telefax +41 052 369 05 68
info@protip.ch **www.protip.ch**

PRO TIP

	UDC	PS	PRD
Les thèmes principaux de votre parti	«Ma maison – notre Suisse», c'est sous cette devise que l'UDC mène sa campagne électorale de 2007. L'UDC s'engage pour une économie florissante qui crée des emplois sûrs, pour des impôts plus bas et moins de bureaucratie ainsi que pour une Suisse démocratique, autonome et ouverte au monde qui ne se calque pas uniquement sur l'Union européenne. La criminalité doit être combattue de façon cohérente; la sécurité de la population doit être garantie partout. L'UDC lutte en premier lieu contre l'abus du droit d'asile, mais aussi contre l'abus du système social.	Le PS Suisse s'engage pour une Suisse sociale, ouverte et écologique. La justice sociale et l'égalité des chances pour tous sont nos préoccupations centrales. Pour atteindre ces objectifs, une meilleure conciliation de la profession et de la famille est nécessaire. Le PS se prononce en faveur d'une politique extérieure active et solidaire et appuie les négociations d'adhésion à l'UE. La politique climatique doit favoriser les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Nous avons déjà imposé la taxe d'incitation sur les combustibles, nous aspirons à imposer celle sur les carburants.	Le PRD veut faire bouger la Suisse. Pour ce faire, il a élaboré quatre projets d'une importance capitale pour l'avenir de la Suisse: La Suisse de l'intelligence – Investir dans le talent, l'innovation et les idées La Suisse de la croissance – Économique, humaine, créative La Suisse de l'équilibre – De meilleures chances pour tous La Suisse de l'ouverture – Pour une stratégie d'intégration
Quels sont les objectifs de votre parti pour les quatre prochaines années au Parlement?	L'UDC veut remettre la Suisse sur la voie de la réussite. La baisse des impôts et des dépenses de l'État, l'assainissement du système social, la lutte contre l'abus du droit d'asile et du système social ainsi que des conditions-cadres optimales pour la place économique sont au centre de nos préoccupations. La Suisse doit se souvenir de ses principes libéraux: zèle et responsabilité personnelle au lieu de dépendance de l'État. L'UDC s'engage résolument pour la préservation des droits de participation démocratiques de la population.	*Une Suisse sociale:* aménagement de structures d'accueil en complément des familles, offensive sur les places d'apprentissage, préservation du système social, un âge de la retraite flexible accessible à tous et des primes de caisse-maladie abordables. *Une Suisse ouverte:* rôle actif au sein de l'ONU, augmentation des contributions publiques pour la coopération au développement, début des négociations d'adhésion avec l'UE. *Une Suisse écologique:* rétribution du courant injecté dans les énergies renouvelables, mesures pour encourager l'efficacité énergétique, taxe d'incitation sur le CO_2, aucune nouvelle centrale nucléaire.	Le savoir façonne notre avenir et crée le bien-être (par exemple grâce à l'encouragement de la liberté de la recherche) Concurrence fiscale – imposition modérée – pour un système fiscal plus simple Baisse des prix à la consommation grâce à la concurrence Pour une politique de l'énergie respectueuse de l'environnement et du climat Concilier activité professionnelle et désir d'enfants – garde des enfants en complément de la famille Mieux utiliser les ressources des aînés: les inciter à participer plus longtemps à la vie active
Pourquoi les Suissesses et les Suisses de l'étranger devraient-ils justement voter pour votre parti?	L'UDC se prononce en faveur des demandes des Suisses de l'étranger, lesquels doivent également être représentés au Conseil national. Grâce à plusieurs listes propres, l'UDC International propose une plateforme et tout soutien nécessaire pendant la campagne électorale de la Cinquième Suisse. Le maintien des valeurs suisses et l'engagement pour une Suisse libre et indépendante sont au centre de notre action. Ouverture au monde, responsabilité personnelle et concurrence – voilà ce que prône l'UDC. Ceux qui répondent de la Suisse et veulent faire avancer notre pays n'ont qu'un seul choix pour y parvenir le 21 octobre: UDC!	Le PS est le parti qui se prononce en faveur d'une politique extérieure active et solidaire. Le PS a ainsi apporté une contribution déterminante aux accords de politique d'ouverture de la dernière législature (Schengen/Dublin, libre circulation des personnes, collaboration locale). Notre ministre des affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey, défend résolument ces exigences au Conseil fédéral. Par le biais d'interventions parlementaires, le PS exige une meilleure représentation des Suissesses et des Suisses de l'étranger, par exemple grâce à une représentation assurée au Parlement fédéral.	Le PRD s'engage activement en faveur des intérêts des Suissesses et des Suisses de l'étranger. Grâce au PRD, ils profitent par exemple de la libre circulation des personnes dans l'espace de l'UE. En outre, nous soutenons l'introduction rapide du vote électronique. Le PRD Suisse International, la section des Suisses de l'étranger du PRD, attribue chaque année le prix du Suisse de l'étranger à une personnalité qui s'est engagée de façon exceptionnelle pour les exigences des Suissesses et des Suisses de l'étranger. L'attribution de ce prix permet d'attirer l'attention de la population suisse sur l'importance de la Cinquième Suisse.

PDC	LES VERTS Parti écologiste suisse	PEV Parti Evangélique	LIBERAL Parti libéral suisse / Liberale Partei der Schweiz
Pour une Suisse favorable aux familles Pour une Suisse du plein emploi Pour une Suisse socialement sûre Pour une Suisse écologiquement durable	*1. Politique climatique:* Nous entendons abandonner le pétrole et le nucléaire et, d'ici 2050, passer entièrement aux énergies renouvelables. *2. Politique économique:* Nous prônons la transformation écologique de l'économie et davantage d'investissements dans des technologies respectueuses de l'environnement. *3. Egalité des chances:* Hommes et femmes doivent avoir les mêmes droits, chacun doit pouvoir accéder à l'école et à la formation. *4. Politique de paix:* Nous nous engageons en faveur de l'interdiction d'exporter du matériel de guerre et pour une coopération au développement accrue.	Le PEV veut maintenir une Suisse où il fait bon vivre grâce à *Des familles renforcées.* Le PEV veut alléger la charge financière des familles et, au besoin, les soutenir. Pour y arriver, il mise sur une rente pour enfant qui remplace toutes les autres allocations et déductions et qui est financée grâce aux impôts. En même temps, il veut supprimer la discrimination des couples mariés en introduisant un splitting fiscal et des rentes AVS individuelles. *Une économie responsabilisée.* Nous voulons une gestion correcte des deniers: réduction de la dette, péréquation entre les revenus élevés et faibles, système fiscal simple sans lacunes et économie de marché juste, tels sont les mots-clés. *Un environnement respecté.* Le PEV souhaite réduire rapidement la dépendance de la Suisse aux énergies non renouvelables. Pour cela, elle mise sur une réforme fiscale écologique et une taxe d'incitation sur le CO_2 également sur les carburants. Les espaces de vie intacts constituent un investissement dans les générations futures. C'est pourquoi il est nécessaire de prendre des mesures contre la surexploitation et l'urbanisation du paysage.	Les libéraux misent sur la matière grise, la capacité d'innovation et la créativité. Ils s'engagent donc particulièrement pour la qualité de la formation et l'excellence de la recherche. Ils préconisent la concurrence fiscale, qui assure la bonne gestion des deniers publics et protège contre les impôts confiscatoires. Les libéraux demandent en outre qu'à terme, l'impôt fédéral direct soit supprimé.
Moins de charges fiscales pour les familles, conciliation entre famille et profession: écoles de jour et accueil extrafamilial des enfants. Demandes aux entrepreneurs: postes de télétravail, travail à temps partiel pour les cadres, congé maternité et paternité. La Suisse a besoin de marchés ouverts aux exportations, d'un droit du travail flexible, d'une force d'innovation, d'un climat fiscal attrayant sur le plan international, d'infrastructures de premier plan et d'un niveau de formation très élevé. Nous devons adapter le système social aux modifications de la société. Pour protéger le climat, nous misons sur l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies.	Surtout des mesures contre le changement climatique: des instruments performants pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, ainsi que l'introduction d'une taxe incitative globale. En matière de politique sociale, nous revendiquons des mesures permettant de vaincre le chômage (chez les jeunes) et un renforcement de l'AVS par la flexibilisation de l'âge de la retraite dès 62 ans. Enfin, le Parlement doit définir une politique étrangère soucieuse des droits de l'Homme et des règles du jeu sociales et économiques quant à la mondialisation.		Pour les libéraux, le système de santé suisse reste l'un des meilleurs du monde. Pour lutter contre la hausse des coûts, les libéraux sont favorables à la réintroduction de la concurrence, afin que les assurés et patients puissent avoir le libre choix: hôpital, médecin, caisse-maladie, etc. En matière de politique d'asile et d'étrangers, le parti libéral a toujours estimé que la problématique de l'asile doit être coordonnée avec les partenaires de l'Union européenne. En même temps, la Suisse doit aussi veiller à éviter que l'on abuse de son hospitalité.
Avec son président de parti, Christophe Darbellay, et sa conseillère fédérale, Doris Leuthard, le PDC incarne le renouveau socio-libéral en Suisse. Qui veut une Suisse favorable aux familles, une Suisse du plein emploi, une Suisse socialement sûre et une Suisse écologiquement durable vote pour le PDC. Le PDC prend au sérieux les demandes de la Cinquième Suisse et exige en contrepartie une participation active. Les candidats aux élections du Conseil national issus de la Cinquième Suisse sont les bienvenus chez nous: www.pdc.ch.	Le vert est la couleur du XXIe siècle. Les Verts s'engagent en faveur de la protection de notre planète et des droits de l'Homme. Qui tient à assurer un avenir aux glaciers et aux magnifiques paysages de Suisse vote vert. Qui souhaite que la Suisse dispose, demain aussi, d'un réseau de transports publics de qualité ainsi que de bons systèmes de santé et de formation se rallie également aux Verts. En bref, qui veut contribuer à une Suisse écologique, sociale et ouverte sur le monde choisit les Verts.	Le PEV est un parti de valeurs. Il a pour objectif d'exercer une politique effectivement fondée sur l'Évangile et orientée sur l'humanité. Le PEV est indépendant de tout bloc politique et n'est lié à aucun groupe d'intérêt. Cela lui permet de garder constamment un œil sur le bien-être de tous, même ceux qui ne sont soutenus par aucun groupe de pression ou les Suissesses et les Suisses de l'étranger qui sont souvent oubliés. Ainsi, il s'engage par exemple de façon résolue contre la persécution des chrétiens et la pauvreté dans le monde ou se démène afin que les valeurs chrétiennes de base de la Constitution fédérale suisse constituent à l'avenir également les garde-fous de la politique suisse.	Les Suisses de l'étranger constituent pour notre parti une force électorale importante car nous ressentons que nombre d'entre eux sont sensibles aux valeurs libérales de liberté et de responsabilité. Nous sommes également soucieux d'offrir aux Suisses de l'étranger les meilleures possibilités d'exercer leur responsabilité civique. Il revient aux parlementaires de prendre en compte les intérêts des Suisses de l'étranger. Les libéraux sont par ailleurs favorables à l'introduction du vote par Internet pour les Suisses de l'étranger.